



Assemblée générale

Distr. générale
24 septembre 2021

Français seulement

Conseil des droits de l'homme

Quarante-huitième session

13 septembre-1^{er} octobre 2021

Point 3 de l'ordre du jour

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils,
politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris
le droit au développement**

Exposé écrit* présenté par Association Thendral, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[22 août 2021]

* Publié tel quel, dans la/les langue(s) de soumission seulement.



Les répressions et impacts du covid sur les tamouls

La crise du covid-19 a impacté le monde entier. Le peuple tamoul de l'Eelam tamoul a subit et subit encore les répercussions douloureuses de cette crise. En effet, les discriminations restent multiples vis-à-vis du peuple tamoul qui subit des oppressions par le gouvernement sri lankais. Le caractère totalitaire et discriminatoire de ce système est renforcé par la crise sanitaire qui reflète une véritable dictature menée par une organisation politique familiale.

L'Eelam tamoul situé dans le Nord et l'Est du Sri Lanka est une nation distincte avec sa propre langue, religion, culture et histoire. Nous allons voir en quoi la crise sanitaire du COVID-19 a impacté et renforcé les répressions faites aux Tamouls.

Sur le territoire occupé de l'eelam tamoul, la pandémie de COVID-19 s'est également révélée être un défi sans précédent. Des défis accentués et aggravés par la situation d'occupation prolongée. Le peuple a dû affronter cette crise dans un contexte de blocus aérien, terrestre et maritime aggravant les situations de précarité.

Pour les Tamouls de l'île, il y a peu de confiance dans les forces de sécurité, qui ont une longue histoire de violations systémiques des droits et de massacres non comptabilisés. Le peuple tamoul, qui a subi de plein fouet les abus des forces de sécurité tout au long du conflit armé, se méfie particulièrement des propos du commandant et des actions des militaires.

Une Réponse au COVID 19 par dans les territoires Tamouls sous occupations

Au cours de l'année 2020 au Sri Lanka, plus de 40 000 personnes ont été arrêtées pour des violations signalées des réglementations sur les coronavirus et des couvre-feux, alors que les troupes patrouillaient dans les rues et que les forces de sécurité confisquaient des milliers de véhicules. Avec des dizaines de milliers de soldats toujours stationnés dans le Nord-Est, les arrestations de Tamouls sont redevenues monnaie courante et se sont multipliées ces derniers mois. Alors que les arrestations se déroulent actuellement sous le couvert d'une législation antiterroriste, on craint que la dernière vague d'infections n'introduise de nouvelles réglementations militaires, fournissant à l'État une autre excuse pour lancer une répression.

De plus, beaucoup craignent les répercussions économiques qu'un autre verrouillage pourrait entraîner. L'occupation militaire de la patrie tamoule, qui a conduit les soldats à tout gérer, des salons de coiffure aux stations balnéaires, a profondément affecté la vie civile et économique de la région.

Le parlementaire de l'Alliance nationale tamoule, MA Sumanthiran, a averti que le couvre-feu imposé par l'armée l'année dernière avait laissé les habitants du nord-est «presque la famine». La politique de l'État consistant à mettre en place des centres de détention de quarantaine a également conduit de nombreuses personnes dans le Nord-Est à faire mal. La décision, qui a vu l'armée prendre le contrôle d'écoles et d'autres bâtiments éducatifs pour isoler les cas suspects de coronavirus, a été fortement opposée par les habitants. Ces centres, installés à des centaines de kilomètres des infections et de l'aéroport international de l'île, étaient presque entièrement installés dans le nord-est.

La pandémie de COVID-19 a donné lieu à des défis sans précédent à travers le monde. Dans le territoire occupé de l'Eelam tamoul, ces défis sont aggravés par la situation d'occupation prolongée. En Eelam tamoul, la pandémie a également lieu dans le contexte d'un blocus et d'une occupation de 73 ans imposés par l'État unitaire sri lankais, qui a conduit à un manque chronique d'accès aux biens les plus essentiels, à l'érosion des services, y compris les soins de santé, l'eau et l'assainissement, ainsi qu'à l'appauvrissement.

Alors que COVID a frappé l'île l'année dernière, au lieu de renforcer les organisations de la société civile, d'améliorer l'éducation à la santé et de construire des infrastructures de santé, le Sri Lanka a plutôt choisi de mener une réponse militarisée à la pandémie. Le président sri lankais Gotabaya Rajapaksa – un autre ancien militaire et criminel de guerre accusé de manière crédible – en a profité pour enhardir davantage et étendre l'armée déjà massive. Le secrétaire à la Défense du Sri Lanka a reconnu l'utilisation d'agents du renseignement militaire et de logiciels informatiques pour suivre les personnes qu'il soupçonne d'avoir été

en contact avec le coronavirus, dans un aveu l'année dernière qui a donné un aperçu de l'étendue de la portée de l'armée à travers l'État. Pendant ce temps, Silva a annoncé l'utilisation d'un «régiment de drones» qui a été déployé dans certaines parties de l'île l'année dernière où les forces armées ont arrêté ceux qui, selon eux, enfreignaient les règles de verrouillage des coronavirus.

Ce blocus terrestre, maritime et aérien aggrave la vulnérabilité de l'Eelam Tamouls au COVID-19 : non seulement cela sape la capacité des autorités locales à lutter contre le virus, il entrave également l'accès des patients à des soins de santé adéquats et considérablement exacerbe les effets sociaux, économiques et autres de la crise sur la population.

Cette note juridique clarifie les obligations internationales des autorités responsables en relation avec la pandémie de COVID-19 dans l'Eelam tamoul occupé, avec un accent particulier sur les obligations de l'État unitaire sri-lankais, en tant que puissance occupante, et de l'Eelam tamoul en tant que l'autorité locale de facto sous occupation sri lankaise. L'analyse porte principalement sur les obligations liées à la santé, avec un traitement plus court des règles relatives à la protection des moyens de subsistance et éducation. Le mémoire souligne l'importance de non seulement se conformer aux obligations liées à la crise sanitaire, économique et sociale immédiate créée par la pandémie de COVID-19, mais aussi de mettre fin aux violations préexistantes.

Tout au long de son mandat, Rajapaksa a déjà supervisé l'engloutissement par les forces de sécurité de diverses institutions gouvernementales, dans une escalade de la militarisation. Nationaliste cinghalais endurci, il s'est efforcé d'élargir le rôle de l'armée sur l'île. La pandémie a donné à son régime une excuse pour intensifier ce processus. L'International Truth and Justice Project a noté comment Colombo a tenté de « blanchir les officiers militaires qui font face à des allégations de crimes de guerre » en les plaçant en charge de la santé des civils à travers l'île. Ils ont été surnommés « Sri Lanka's COVID's Military Overlords ».

Répression contre les activistes et les victimes

Le Sri Lanka dispose déjà d'un réseau de surveillance des médias sociaux bien rodé et dirigé par l'armée. Des rapports ont fait état de forces de sécurité sri lankaises tentant également de supprimer des messages de Twitter, tandis qu'au cours de l'année écoulée, plusieurs personnes ont été arrêtées pour avoir publié sur les réseaux sociaux, dont un journaliste basé à Batticaloa qui a été détenu sous des accusations antiterroristes que Reporters sans frontières étiqueté « Kafkaïen ».

La police et l'armée sri lankaises bloquent le politicien tamoul C V Wigneswaran et toutes les autres politiques et société civile tamoules et les victimes de se rendre à un événement commémoratif en mai 2021.

Pour le peuple tamoul, ce mois en particulier est porteur d'une appréhension accrue d'une répression étatique. Les Tamouls du monde entier chercheront à marquer le 12e anniversaire des massacres de Mullivaikkal en mai, commémorant les dizaines de milliers de personnes massacrées par l'armée sri lankaise.

De plus, au cours des dernières semaines, le gouvernement sri-lankais a été de plus en plus critiqué pour la gestion de la pandémie et, en particulier, pour le déploiement mal géré des vaccins. Malgré les critiques persistantes concernant leur implication dans les affaires publiques, les officiers de l'armée sri-lankaise continuent d'être déployés dans les centres de vaccination alors que l'occupation militaire dans le Nord-Est continue d'être normalisée. De nombreux défenseurs des droits de la personne se sont dits préoccupés par la réponse militarisée du gouvernement Sri Lankais à la pandémie de coronavirus, à savoir que les forces de l'État ont utilisé le virus comme prétexte pour cibler, harceler et surveiller les communautés tamoules.

De plus durant la marche de protestation "From Pottuvil to Polikandy" (#P2P) qui a commencé le 3 février 2021, le peuple tamoul de l'Eelam Tamil a protesté à l'encontre de l'oppression du gouvernement sri lankais.

Une marche de cinq jours qui a opposé la justice contre l'injustice.

En effet le gouvernement Sri Lankais, sa police ainsi que son armée on utilisaient l'excuse du Covid 19 pour essayer d'arrêter à plusieurs reprises cette marche de protestation qui revendiqué 10 demandes:

- Mettre fin aux accaparement de terres et à la shinalization
- Mettre fin à l'occupation militaire de la patrie tamoul
- Mettre fin aux ciblage des journalistes et des militants de la société civile
- Protéger les droits des agriculteurs tamil
- Protéger le droit des tamouls à leur devoir de mémoire pour se souvenir de leurs morts à la guerre et du génocide de Mullivaikkal
- Abroger la loi sur la prévention du terrorisme (Loi PTA "prevention of terrorism act")
- Libérez les prisonniers politiques tamouls
- Fournir des réponses aux familles des disparues
- Augmentez le salaires des travailleurs des plantations tamouls

Global Tamil Movement, une/des ONG sans statut consultatif partage(nt) également les opinions exprimées dans cet exposé.